

Communiqué de presse

le 06 février 2009

L'UDB comprend l'indignation des souverainistes québécois après les propos insultants de Nicolas Sarkozy

Pauline Marois, la présidente du Parti québécois, et Gilles Duceppe, le chef du Bloc québécois au parlement canadien d'Ottawa, ont effectué une démarche diplomatique inédite auprès de Nicolas Sarkozy pour s'émouvoir des propos qu'il a tenus le 2 février à l'Élysée en remettant la légion d'honneur à son ami personnel Jean Charest, le Premier ministre libéral du Québec. Ils ont écrit à l'hôte de l'Élysée: « Jamais un chef d'État étranger n'a autant manqué de respect aux plus de deux millions de Québécois qui se sont prononcés pour la souveraineté ». Comme on les comprend!

En effet le 2 février Nicolas Sarkozy dénonçait ceux qui ne comprennent pas dans le message de la francophonie "le refus du sectarisme, le refus de la division, le refus de l'enfermement sur soi-même, le refus de définir son identité par opposition féroce à l'autre". L'allusion était claire et l'attaque grossière. Les amitiés personnelles justifient-elles toutes les calomnies?

Il peut sembler paradoxal que ce soit un parti comme l'UDB, prônant l'autonomie politique de la Bretagne, qui doive rappeler au président de la République française (ou faut-il le lui apprendre?) l'œuvre fondamentale et salutaire de René Levesque, leader historique du Parti québécois. C'est l'action de ce grand patriote qui a sécurisé le statut de la langue française au Québec, donc sur un continent nord-américain où les francophones pèsent moins de 3%. Mais c'est également à la politique mise en œuvre par les gouvernements du Parti québécois que le Québec doit d'être un des territoires au monde où le tiers secteur, l'économie sociale et solidaire, s'est le plus développé. Malheureusement la politique du gouvernement libéral de M. Charest tend à rogner cet héritage d'une économie à visage humain.

Il appartient aux Québécois de décider librement de leur avenir sans que cela induise une rupture avec le Canada, encore moins une « opposition féroce ». Nicolas Sarkozy oserait-il tenir pareil discours à la face des gouvernements des pays baltes ou du gouvernement de la Slovaquie, autant de pays qui ont fait le choix de la souveraineté dans un passé récent et qu'il côtoie à la table du Conseil européen?

L'UDB tient à interpeller le président de la République française avec d'autant plus de gravité qu'elle ne prêche pas pour sa chapelle puisqu'elle inscrit son propre projet politique non pas dans une perspective d'indépendance de la Bretagne mais dans la revendication d'une République fédérale, c'est-à-dire à la fois authentiquement régionalisée et garante des solidarités entre ses territoires riches ou plus défavorisés.

**Pour l'Union démocratique bretonne,
La porte-parole Mona Bras**